



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale
d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
de la modification
du plan local d'urbanisme
de Villers-Bretonneux (80)**

n°MRAe 2018-2742

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement Européen et du Conseil concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 104-1 à L104-3, R104-8 et R104-28 à R104-33 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015, relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 5 mai 2017 et du 16 octobre 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, déposée par la communauté de communes du Val de Somme le 20 juillet 2018, concernant la modification du plan local d'urbanisme de Villers-Bretonneux dans le département de la Somme ;

Vu la délégation donnée à la présidente de la MRAe Hauts-de-France par ses membres en réunion du 28 août 2018, selon les dispositions prévues à l'article 15 de l'arrêté du 12 mai 2016 susvisé ;

L'agence régionale de santé Hauts-de-France ayant été consultée en date du 9 août 2018 ;

Considérant que la modification du plan local d'urbanisme de Villers-Bretonneux consiste :

- à modifier le règlement graphique pour permettre l'installation d'une pharmacie sur un terrain communal rue d'Herville, en passant d'une zone UE (zone destinée à accueillir des équipements publics) à une zone UA (noyau ancien et traditionnel de la commune à vocation d'habitations, commerces, artisanat et services) ;
- à modifier le règlement graphique pour permettre la construction de logements pour personnes âgées derrière la maison de retraite, en passant d'une zone UH (zone destinée à accueillir des établissements à caractère médicaux et hospitaliers) à une zone UC (zone correspondant à des lotissements ou groupes d'habitations individuelles ou de logements collectifs) ;

Considérant que la surface concernée est au total de 1,5 hectare ;

Considérant que la modification du plan local d'urbanisme n'ouvre pas de nouveaux espaces à l'urbanisation et est de faible ampleur ;

Considérant que la modification du plan local d'urbanisme de la commune de Villers-Bretonneux n'est pas susceptible d'entraîner des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

La procédure de modification du plan local d'urbanisme de la commune de Villers-Bretonneux n'est pas soumise à évaluation environnementale stratégique.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles un projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à Lille, le 20 septembre 2018

Par délégation,
la Présidente
de la mission régionale d'autorité
environnementale
Hauts-de-France



Patricia Corrèze-Lénée

Voies et délais de recours

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Recours gracieux (formé dans le délai de deux mois) auprès de :
Madame la Présidente de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France
DREAL Hauts-de-France – Service IDDEE
44, rue de Tournai
CS 40259
F 59019 LILLE Cedex

Recours contentieux (formé dans le délai de deux mois) auprès du :
Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
CS 62039
59014 Lille cedex